

## **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

Objet du marché :

**EXECUTION DE SERVICES DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS DESTINES A TITRE PRINCIPAL AUX USAGERS SCOLAIRES A COMPTER DE LA RENTREE SCOLAIRE 2018/2019**

**Acte d'Engagement**  
**A.E.**

## **ACTE D'ENGAGEMENT**

Syndicat Mixte - SIVOM DU CANTON DE WINTZENHEIM  
3, rue Aloyse Meyer  
68920 WINTZENHEIM

**Objet du marché :**

**Transports réguliers routiers de voyageurs à titre principal scolaire  
Regroupement pédagogique Voegtlinshoffen/Husseren les  
Châteaux/Obermorschwihr**

**Imputation budgétaire :**

Chapitre : 11  
Nature : 6247  
Fonction : Scolaire 20  
Collectivité : SIVOM du Canton de Wintzenheim  
Exercice : 2018

**Mode de passation et forme de marché :**

**ACCORD-CADRE en APPEL D'OFFRES OUVERT passé en application des  
articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.**

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et  
cessions de créances :**

Mme la Présidente du SIVOM du Canton de Wintzenheim

**Ordonnateur :**

*Mme la Présidente du Sivom du Canton de Wintzenheim*

**Comptable public assignataire des paiements :**

*M. le Trésorier –Trésorerie Principale Municipale de Colmar*

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 : PRIX</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 : PAIEMENT</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE FINANCIERE</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE N° 1 : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE N° ... : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS</b>	<b>20</b>

**PREAMBULE: LISTE DES LOTS (MARCHES SEPARES)**

*Les prestations ont pour objet le lot suivant (cocher la case):*

Dénomination du lot	Autorité organisatrice	Lot
Regroupement pédagogique Voegtlinshoffen/Husseren/Obermorschwihr	SIVOM de Wintzenheim	N°2

**Article premier : Contractant**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles» du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations;

le signataire

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte<sup>1</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

.....  
.....  
.....

engage la société ..... sur la base de son offre<sup>2</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

.....  
.....  
.....

le mandataire<sup>3</sup> :

- du groupement solidaire
- solidaire du groupement conjoint
- non solidaire du groupement conjoint

s'engage pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe<sup>4</sup> à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

<sup>1</sup> [Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

<sup>2</sup> [Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

<sup>3</sup> Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

<sup>4</sup> Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint

## **Article 2 : Montant de l'accord-cadre**

L'évaluation des prestations telle qu'elle résulte de l'offre est jointe en annexe financière au présent Acte d'Engagement.

L'ensemble des services à exécuter du lot concerné par cet acte d'engagement sera rémunéré par application d'un prix égal à :

pour la solution de base<sup>5</sup> :

Montant hors taxe : ..... Euros

TVA (taux de ..... %) : ..... Euros

Montant TTC : ..... Euros

Soit en lettres : .....

.....

pour la prestation supplémentaire ou alternative numéro : .....<sup>6</sup>

Montant hors taxe : ..... Euros

TVA (taux de ..... %) : ..... Euros

Montant TTC : ..... Euros

Soit en lettres : .....

.....

## **Article 3 : Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions du C.C.A.P.

Ces délais partent à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018 ou de la date de notification du marché au titulaire du lot si elle est postérieure.

## **Article 4 : Paiement**

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants<sup>7</sup> :

Ouvert au nom de :

    Pour les prestations suivantes :

    Domiciliation :

    Code banque :

    Code guichet :

    N° de compte :

    Clé

RIB :

    IBAN :

<sup>5</sup> Le montant est estimatif car le marché est à prix unitaires

<sup>6</sup> Pavé à répéter autant de fois que nécessaire

<sup>7</sup> Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

**Exécution de services de transports de voyageurs destinés à titre principal aux usagers scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019**

BIC :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

RIB : Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé

IBAN :

BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>8</sup> :

Un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**NB :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent.

**Avance :**

Je renonce au bénéfice de l'avance : NON  OUI  
(Cocher la case correspondante.)

**Article 5 : Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

Lot	Classification principale
1 à 54	Services spécialisés de transport routier de passagers. (601300008)

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

<sup>8</sup> Cocher la case correspondant à votre situation



**ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

---

*Fait en un seul original*

A .....

Le .....

**Signature du candidat**

*Porter la mention manuscrite*

*Lu et approuvé*

---

**A noter que par sa signature, le candidat adhère au contenu de l'ensemble des documents contractuels listés au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) en cas d'attribution de marché.**

---

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR AUTORITE ORGANISATRICE DELEGUEE**

---

*Est acceptée la présente offre <sup>9</sup> pour valoir  
marché*

**Signature du représentant légal de  
l'Autorité Organisatrice déléguée**

A .....

Le .....

**VISA DE LA REGION GRAND EST AUTORITE ORGANITRICE DELEGANTE**

---

**Signature du représentant du pouvoir  
adjudicateur**

A .....

Le .....

LE PRESIDENT

Pour le Président du Conseil régional et par  
délégation  
Le Directeur Général des Services

Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>10</sup> :

- Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV4) ;
- Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV5) ;
- Autres annexes (A préciser) :

---

<sup>9</sup> Préciser la ou les variantes à retenir dans ce marché

<sup>10</sup> Cocher la case correspondante

**DATE D'EFFET DU MARCHE - ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE**

---

Date de réception par le Représentant de l'Etat :

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé par le titulaire :

Pour le Pouvoir adjudicateur, autorité organisatrice déléguée

**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES<sup>11</sup>**

---

**Certificat de cessibilité établi** en date du .....  
à .....

**OU**

**Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

2  La totalité du bon de commande n° ....  
afférent au marché (*indiquer le montant en chiffres et lettres*) : .....

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) : .....

4  La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

et devant être exécutée par .....

en qualité de : .....  membre

d'un groupement d'entreprise .....  sous-traitant

A ..... le .....<sup>12</sup>

Signature

---

<sup>11</sup> Cochez la case qui correspond à votre choix , soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire

<sup>12</sup> Date et signature originales

**TYPE A - ANNEXE FINANCIÈRE**  
SOLUTION DE BASE

**SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES**

Le prix du service est fixé de manière forfaitaire, **en valeur date de remise des offres**, aux montants journaliers suivants :

**Numéro du lot :**

Regroupement pédagogique de Voegtlinshoffen/Hussren/Obermorschwihr

**Forfait journalier :**

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Forfait journalier en <b>€ HT</b>	€	€	€	€	€	€

*Nota : la valeur globale du marché (cf art 2) est constituée par le montant hebdomadaire pour la durée globale du marché, soit un total de 4 ans pour un marché à bons de commande reconductible 3 fois (cf CCAP)*

<i>TOTAL hebdomadaire € HT</i>	€
<i>TOTAL annuel € HT (35 semaines annuelles)</i>	€

<b>MONTANT GLOBAL € HT</b>	<b>€</b>
<b>TVA 10%</b>	<b>€</b>
<b>MONTANT GLOBAL TTC (4 ans)</b>	<b>€</b>

**TYPE A - ANNEXE FINANCIÈRE**

VARIANTE n° \_\_

**SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES**

Le prix du service est fixé de manière forfaitaire, **en valeur date de remise des offres**, aux montants journaliers suivants :

**Numéro du lot :**

.....

**Forfait journalier :**

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Forfait journalier en <b>€ HT</b>	€	€	€	€	€	€

*Nota : la valeur globale du marché (cf art 2) est constituée par le montant hebdomadaire pour la durée globale du marché, soit un total de 4 ans pour un marché à bons de commande reconductible 3 fois (cf CCAP)*

<i>TOTAL hebdomadaire € HT</i>	€
<i>TOTAL annuel € HT (35 semaines annuelles)</i>	€

<b>MONTANT GLOBAL € HT</b>	<b>€</b>
<b>TVA 10%</b>	<b>€</b>
<b>MONTANT GLOBAL TTC (4 ans)</b>	<b>€</b>

**ANNEXE N° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance**

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

**A – Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) DC4**

- Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :  
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

**SIVOM du Canton de WINTZENHEIM**  
**3, rue Aloyse Meyer**  
**68920 WINTZENHEIM**  
**Tél : 03.89.27.25.40**

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (nantissements ou cessions de créances) :  
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

**Mme la Présidente du Sivom du Canton de Wintzenheim**  
**3, rue Aloyse Meyer**  
**68920 Wintzenheim**  
**Tél : 03.89.27.25.40**  
**secretariat@sivom-wintzenheim.fr**

**B – Objet du marché public ou de l'accord-cadre DC4**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Transports réguliers routiers de voyageurs à titre principal scolaire  
Regroupement pédagogique Voegtlinshoffen/Husseren/Obermorschwihr

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant DC4**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cocher la case correspondante.)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre DC4**

(Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et

**Exécution de services de transports de voyageurs destinés à titre principal aux usagers  
scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019**

*de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

<b>E - Identification du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :
  
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
  
- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
  
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*
  
- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) :

*(Cocher la case correspondante.)*

NON

OUI

<b>F - Nature et prix des prestations sous-traitées</b>	<b>DC4</b>
---	------------

- **Nature des prestations sous-traitées :**
  
- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :
  - Taux de la TVA : .....
  - Montant maximum HT : .....
  - Montant maximum TTC : .....

- **Modalités de variation des prix :**

<b>G - Conditions de paiement</b>	<b>DC4</b>
-----------------------------------	------------

- **Compte à créditer :**  
*(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)*



**Exécution de services de transports de voyageurs destinés à titre principal aux usagers  
scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019**

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

- **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  
(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

<b>H - Capacités du sous-traitant</b>
---------------------------------------

<b>DC4</b>
------------

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

<b>I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant</b>
--

<b>DC4</b>
------------

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**Exécution de services de transports de voyageurs destinés à titre principal aux usagers scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019**

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

<b>J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public</b>	<b>DC4</b>
--	------------

*(Cocher les cases correspondantes.)*

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui est joint au présent document ;

**Exécution de services de transports de voyageurs destinés à titre principal aux usagers scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019**

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

<b>K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant</b>	<b>DC4</b>
--	------------

A ..... le.....  
Le candidat ou le titulaire

A ..... le.....  
Le représentant de l'acheteur

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A ..... le.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

<b>L - Notification de l'acte spécial au titulaire</b>	<b>DC4</b>
--	------------

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'acte spécial au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie certifiée conforme du présent acte spécial.

A ..... le .....

**ANNEXE N° ... : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS**

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			